

Formation sociopolitique décentralisée des permanents CSC de Liège et Verviers  
Liège, 9 janvier 2014

# Analyse de l'actualité fédérale et régionale par le prisme des finances publiques

Damien Piron - Aspirant du F.R.S.-FNRS  
Université de Liège  
[Damien.piron@ulg.ac.be](mailto:Damien.piron@ulg.ac.be)

# Plan de l'exposé

2

- 1) Quelques grands agrégats
- 2) L'actualité fédérale
- 3) L'actualité régionale

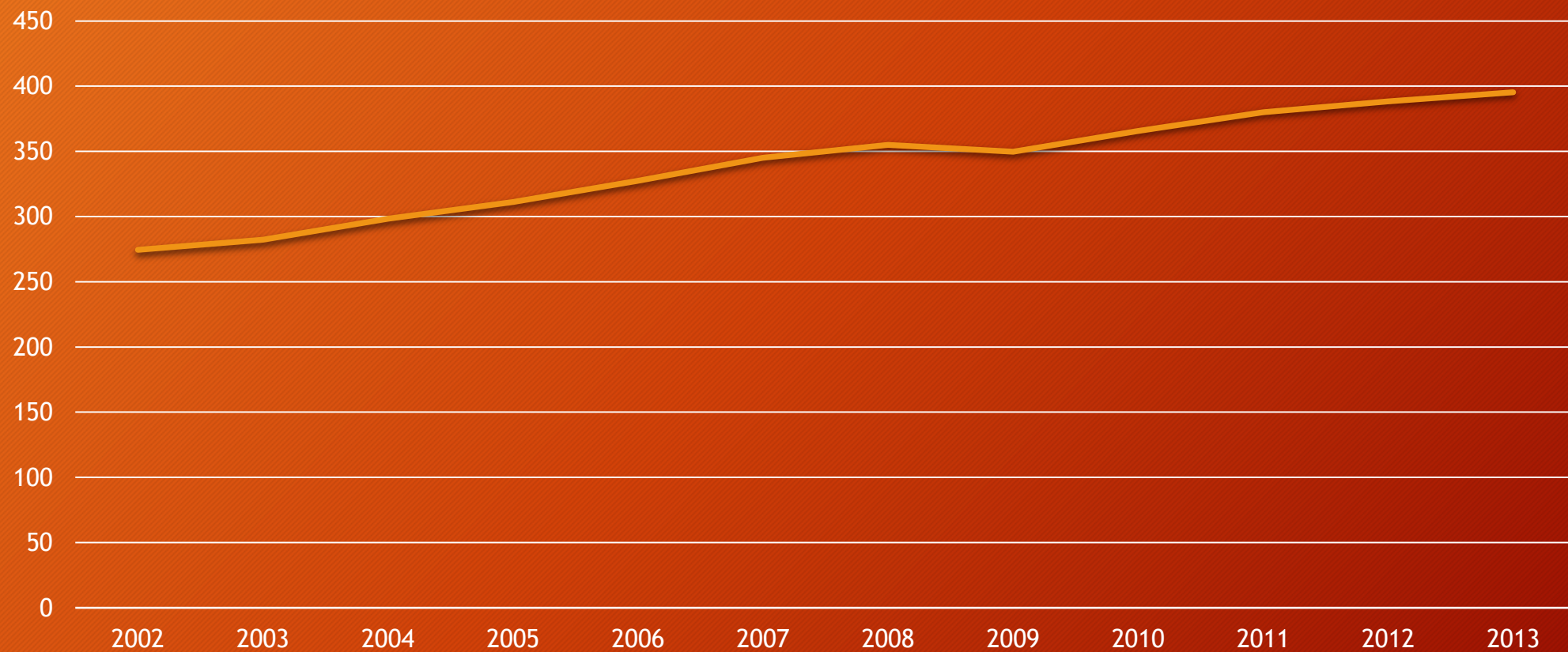
# 1. Quelques grands agrégats

3



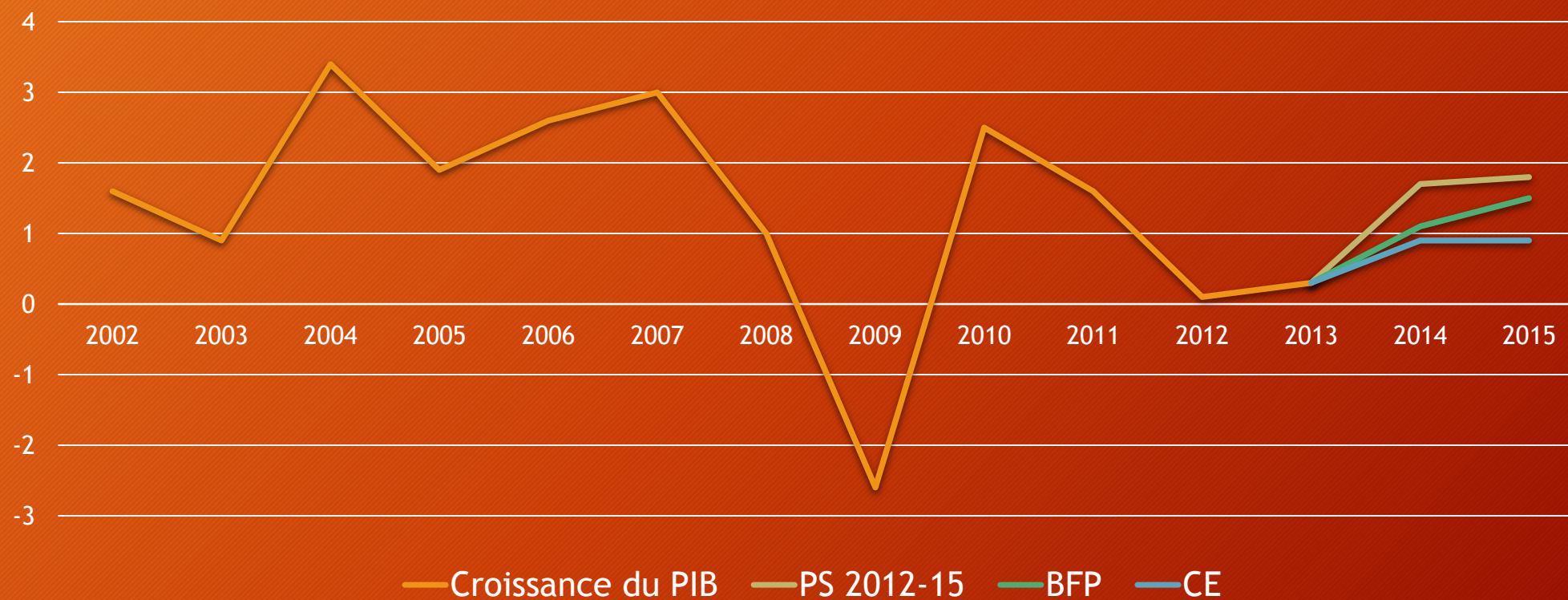
# PIB de la Belgique (en milliards €)

4



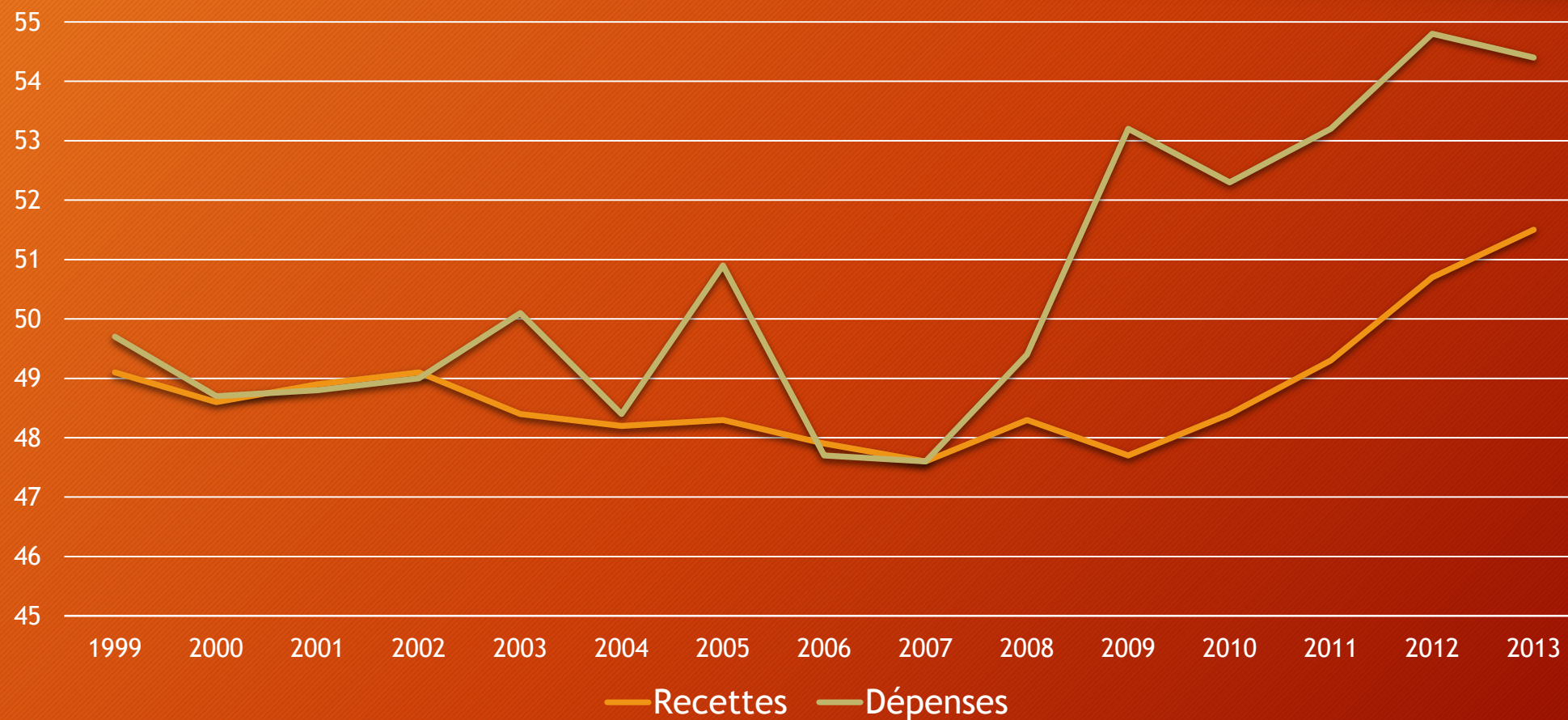
# Croissance du PIB (en p.c.)

5



# Recettes vs dépenses (en p.c. du PIB)

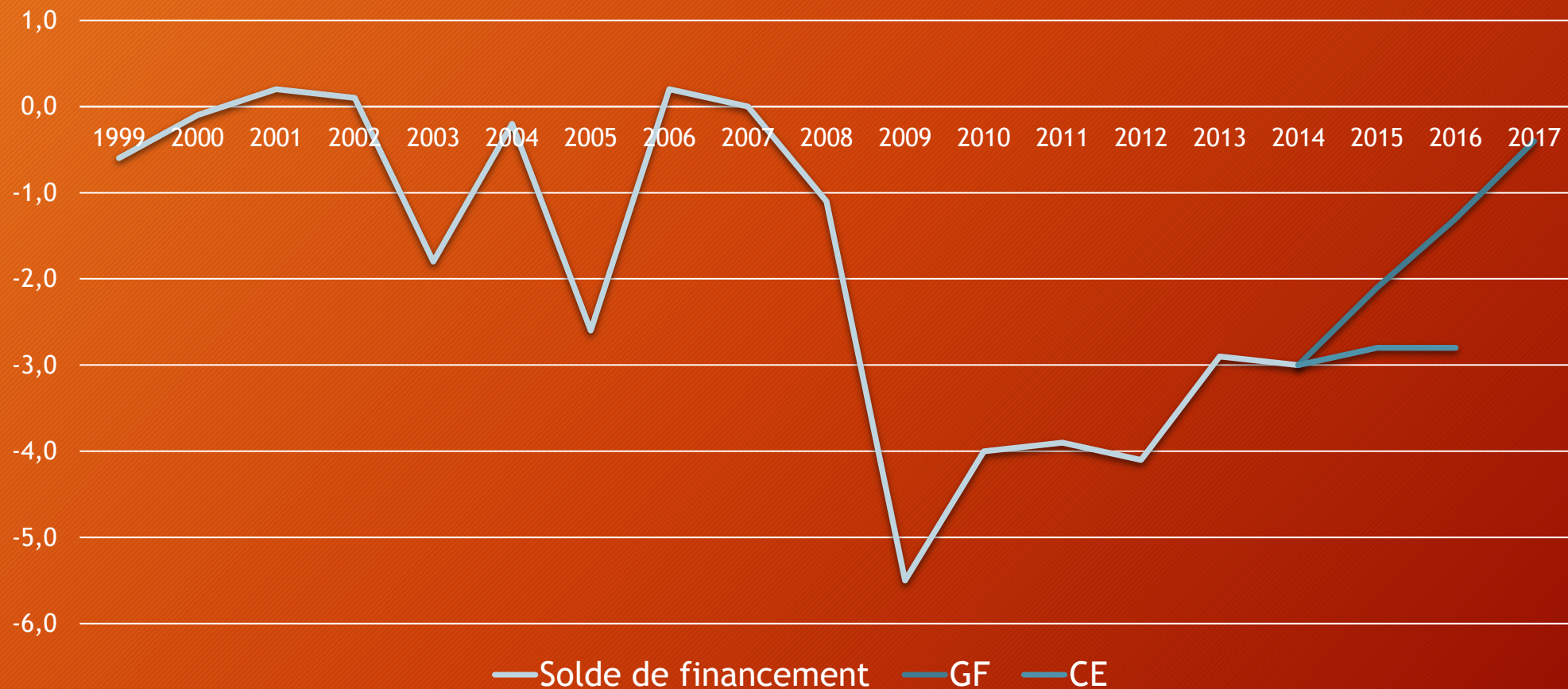
6





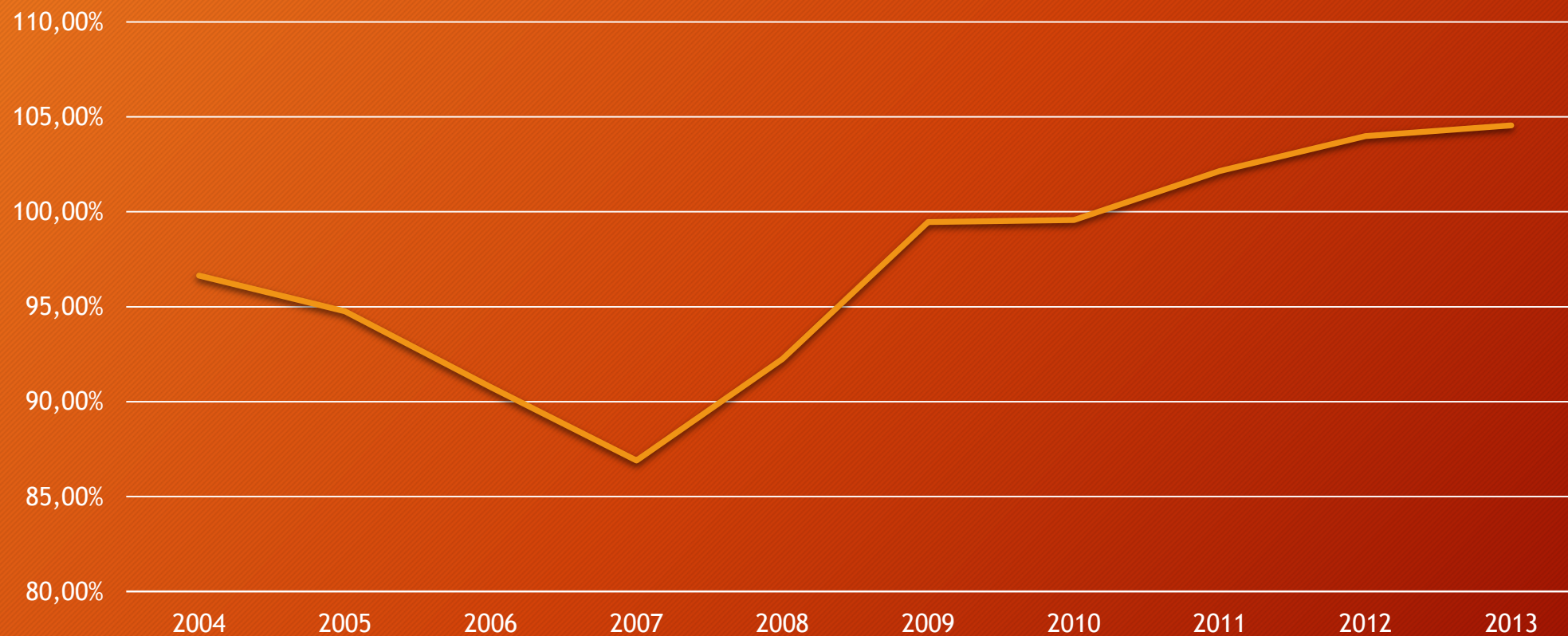
# Solde de financement (en p.c. du PIB)

7



# Dette publique (en p.c. du PIB)

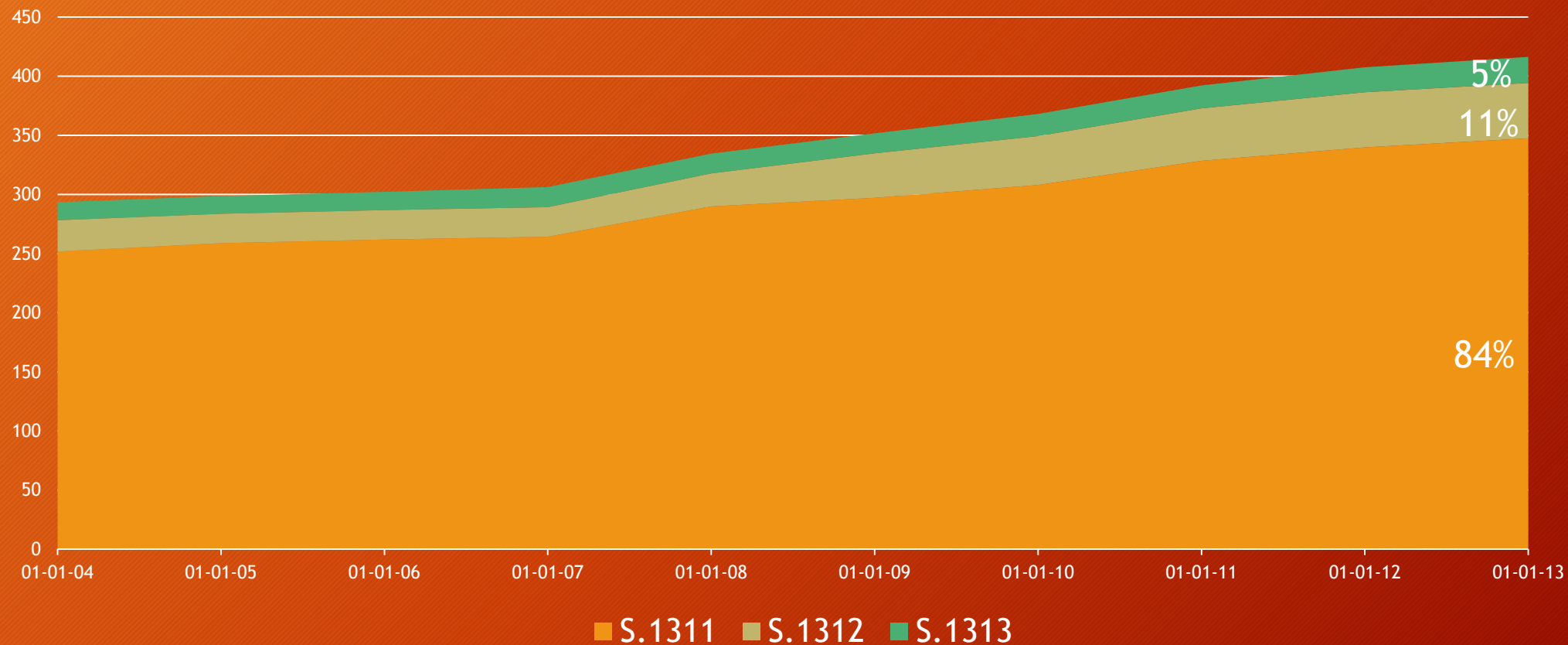
8





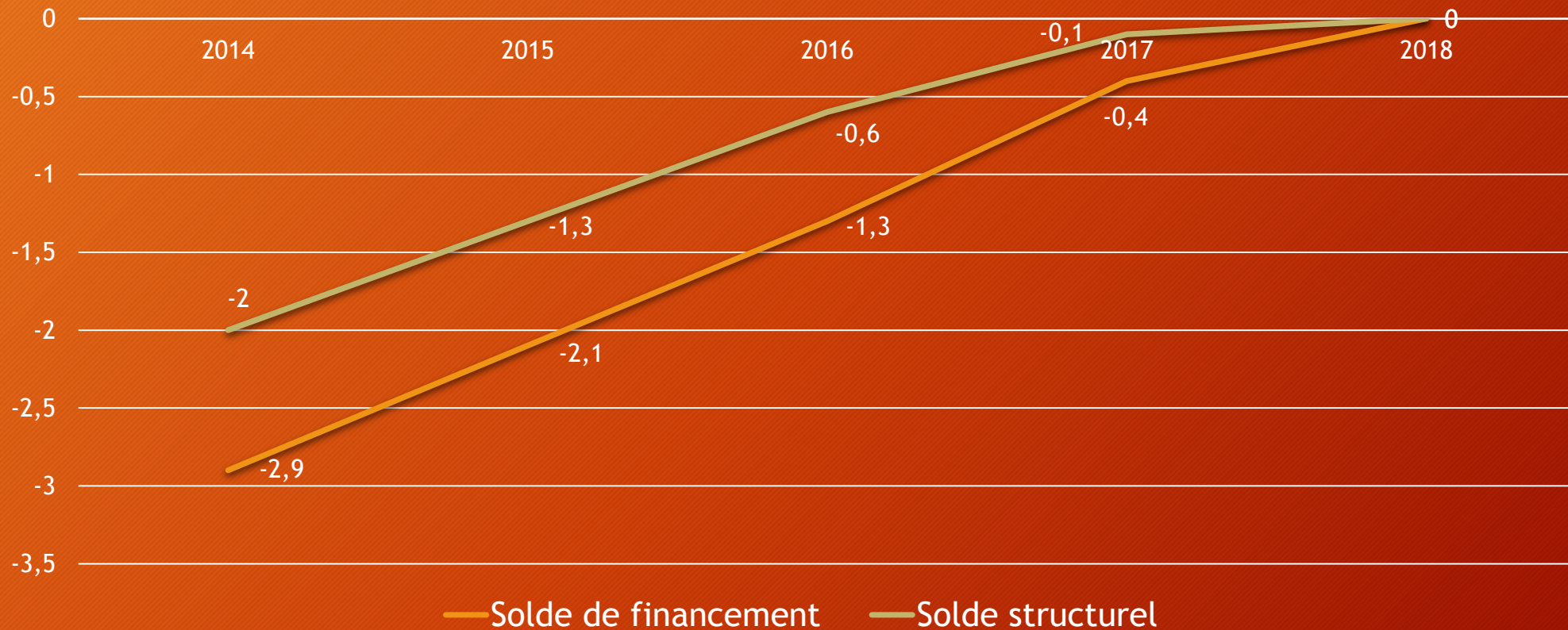
# Dettes publiques (en milliards €)

9



# Trajectoire budgétaire

10



## 2. L'actualité fédérale

11



# Budget fédéral 2015

12

	Aperçu global des mesures	Millions €	% du PIB
1	Solde structurel à politique inchangée	-9.633	-2,3%
2	Objectif	-6.233	-1,5%
<b>3=4+5+6</b>	<b>Économies totales</b>	<b>3.695</b>	<b>0,9%</b>
4	Dépenses primaires	1.081	0,3%
5	Prestations sociales	1.425	0,3%
6	Recettes fiscales et non fiscales	1.189	0,3%
7	Mesures pour le pouvoir d'achat	-619	-0,1%
8	Adaptation de mesures existantes	521	0,1%
<b>9=1+3+7+8</b>	<b>Solde structurel après mesures</b>	<b>-6.036</b>	<b>-1,5%</b>
10=9+2	Surplus comparé à l'objectif	197	0,0%

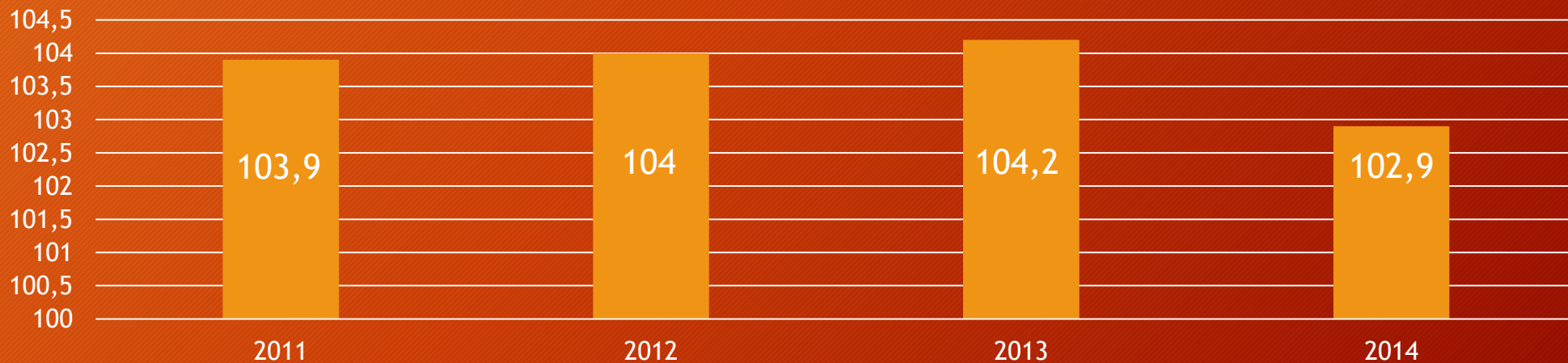
<b>Économies en dépenses primaires, dont:</b>	<b>1085</b>
Diminution des crédits salariaux (4 %) et d'investissement (22 %), des moyens de fonctionnement (20 %) et des subsides facultatifs (20%)	543
Économies dans des secteurs spécifiques (Coopération au développement, Défense, SNCB)	560
<b>Recettes fiscales et non fiscales, dont:</b>	<b>1189</b>
Accises et harmonisation de la base imposable de la TVA	133
Assujettissement des intercommunales à l'ISOC	200
Perception avancée du prélèvement anticipatif sur l'épargne pension	300
Non indexation de dépenses fiscales	126
Contribution du secteur financier et impôts sur le capital (droits de greffe, lutte contre la fraude fiscale et réestimation des dividendes à percevoir)	350
<b>Sécurité sociale, dont:</b>	<b>1431</b>
Soins de santé (e.a.: diminution norme de croissance)	804
Mesures spécifiques dans les différentes branches (ex: allocations d'insertion)	578
Économie linéaire sur les institutions	93
<b>Mesures pour le pouvoir d'achat (frais professionnels forfaitaires, accompagnement social du saut d'index)</b>	<b>-619</b>
<b>Adaptation de mesures existantes (report d'un an du pacte de compétitivité et effets indirects)</b>	<b>521</b>
<b>Total</b>	<b>3597</b>

# 1. Le saut d'index: contexte

14

- **Priorité du gouvernement:** résorber le handicap salarial mesuré avec les pays voisins avant 2019
- **Indice (1996 = 100) de l'évolution du coût salarial relatif: Belgique / Moyenne 3 dans le secteur privé**

Coût salarial horaire en Belgique et dans la moyenne des trois pays de référence





# 1. Le saut d'index

15

- **Batterie de mesures évoquées:**
  - Révision de la loi de 1996
  - Réductions de cotisations patronales
  - Diminution de charges fiscales et sociales
  - Prolongation de la modération salariale en 2015-2016
  - Suppression du credit-temps non-motivé,...
- **Saut d'index**

# 1. Le saut d'index: généralités

16

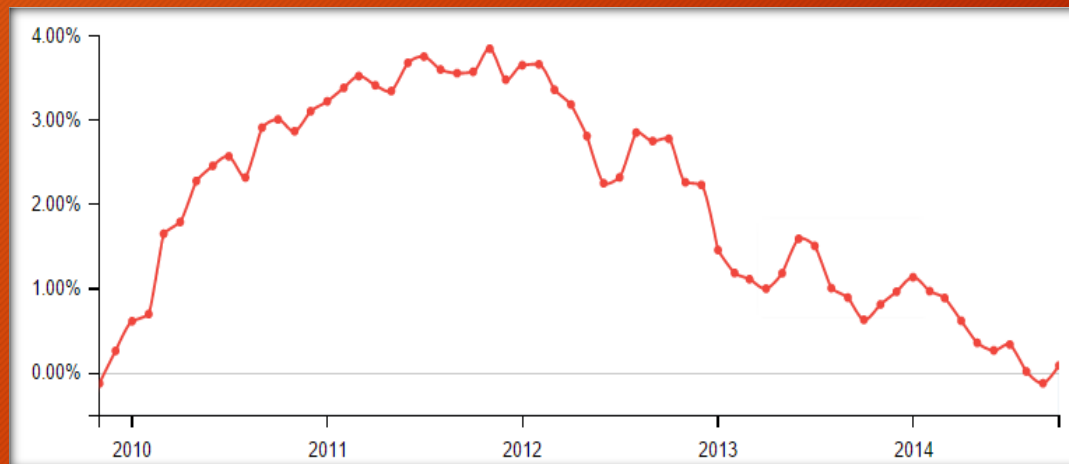
- **Fonctionnement général:**
  - Indice des prix à la consommation: mesure de l'évolution des prix des biens et services consommés par les ménages
  - Indexation: majoration **automatique** (en Belgique et au Luxembourg) de 2% des salaires et allocations sociales lorsque l'indice général (lissé) atteint une valeur déterminée (l'indice-pivot),
  - Base de l'indexation: l'indice-santé (IPC - tabac, alcool, essence et diesel)

# 1. Le saut d'index: justification

17

- Budgétairement neutre: améliorer la **compétitivité** des entreprises par une baisse de charges de 2,7 milliards €
- Mais... Reports successifs

*inflation en Belgique entre novembre 2009 et octobre 2014*





# 1. Le saut d'index: impact annuel?

18

IEV: revenu mensuel <u>net</u>	Salaire median (1750 €)	Salaire moyen (1900 € - 3100 € bruts)	Comptable avec 10 ans d'ancienneté (2300 €)	Pension moyenne (1500 €)
Déductibilité des frais forfétaires	+257 €	+257 €	+257 €	0 €
<b>Saut d'index</b>	<b>-359 €</b>	<b>-398 €</b>	<b>-463 €</b>	<b>-394 €</b>
Accises et TVA	-185 €	-195 €	-241 €	-168 €
Perte annuelle	<b>-185 €</b>	<b>-336 €</b>	<b>-241 €</b>	<b>-168 €</b>

Min. Finances: salaire <u>brut</u>	1500 €	2000 €	2500 €	3000 €	4000 €	5000 €
<b>Saut d'index</b>	<b>-161€</b>	<b>-185 €</b>	<b>-309 €</b>	<b>-378 €</b>	<b>-453 €</b>	<b>-567 €</b>
Accises et dépenses fiscales	-39 €	-39 €	-39 €	-39 €	-39 €	-39 €
Diminution des charges	382 €	350 €	294 €	294 €	326 €	205 €
Total	<b>+182 €</b>	<b>+126 €</b>	<b>-54 €</b>	<b>-123 €</b>	<b>-166 €</b>	<b>-401 €</b>

# 1. Le saut d'index: analyse

19

- L'arroseur arrosé? Les inconvénients sans les avantages...
  - Reports successifs: pas de coup de fouet rapide à l'économie
  - Coût pour le citoyen (voir tableaux)
  - Correction sociale? 127 millions pour augmenter d'1% les allocations les plus basses → baisse de 1%
  - À qui va bénéficier l'enveloppe bien-être?
  - Rupture de la paix sociale
  - Risque de déflation: stimuler la demande intérieure

## 2. Fiscalité: contexte général

20

- Point de départ: *Taxation Trends in the EU* (2014: 50)

Activité économique	Taux d'imposition implicite (2012, en p.c.)	Classement au sein de l'UE
<b>Consommation</b>	<b>21,1</b>	<b>14</b>
<b>Travail</b>	<b>42,8</b>	<b>1</b>
<b>Capital</b>	<b>35,5</b>	<b>n.d.</b>
Revenus du capital et de l'entreprise	20,9	n.d.
Entreprises	20,0	n.d.
Ménages	16,9	n.d.

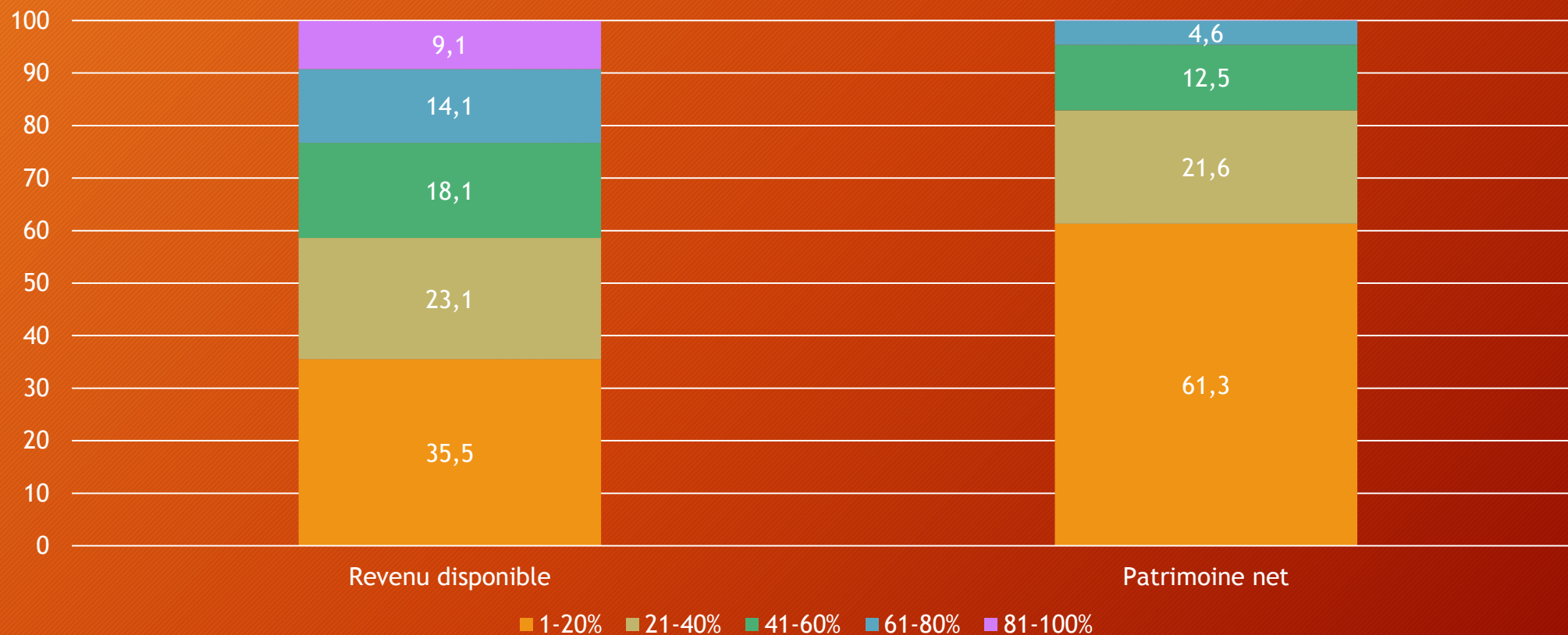
- L'impôt a aussi un effet redistributif (ex: DK)



## 2. Fiscalité: contexte général

21

Répartition du revenu disponible et du patrimoine net en Belgique (2012)



## 2. Fiscalité: l'accord de gouvernement

22

- Réforme fiscale comme enjeu des élections: quel résultat?
- “Le gouvernement maîtrisera les dépenses et mettra en oeuvre un **glissement fiscal** pour financer une réduction substantielle des charges” (AG: 78)
- Objectifs? Croissance, compétitivité, équité, stabilité, réduction substantielle des coûts du travail et de production, simplicité et transparence, efficacité, efficience, respect du contribuable, etc.

## 2. Fiscalité: mesures récentes

23

- IPP: “examiner la possibilité d’un glissement vers des impôts sur d’autres revenus que ceux du travail, vers des impôts indirects et/ou vers la fiscalité environnementale” (AG: 81) → quelle ouverture?
- Premier pas: augmentation de la déduction forfaitaire des frais professionnels
- Mesures compensatoires?
  - Augmentation des accises et de la TVA (chirurgie, services électroniques, travaux immobiliers)
  - Prélèvement anticipé (mais réduit) de la taxe sur l’épargne pension
  - Non-indexation des dépenses fiscales



## 2. Fiscalité: la part du capital?

24

- Prélèvement mobilier de 25% sur les dividendes d'actions, les intérêts des bons d'État, les obligations et les comptes à terme
- Comptes épargne: prélèvement mobilier sur les intérêts à partir de 1910 €
- **Nouveautés:**
  - Augmentation de la contribution bancaire: 100 millions €
  - "Impôt de transparence": par une fiction juridique, ceux qui déclarent des constructions juridiques à l'étranger en sont considérés comme les propriétaires (120 millions €?)
  - Augmentation de la taxe sur les opérations de bourse (80 millions)

## 2. Fiscalité: est-ce suffisant?

25

- **Piketty (2013)**: le taux de rendement du capital peut être fortement et durablement plus élevé que le taux de croissance du revenu et de la production → Solution? Impôt progressif sur le capital
- **Lux Leaks**: accords fiscaux luxembourgeois (secrets) permettant à des sociétés (notamment belges) de bénéficier de taux d'imposition préférentiels (jusqu'à 2%)
- **Coucke** revend Omega-Pharma: plus-value de 1,45 milliard €... 0% d'impôt
- **Sondage Knack**: 85% des flamands sont favorables à une taxation des fortunes supérieures à 1 million €

→ Une fiscalité à deux vitesses?



## 2. Fiscalité: le point de vue des experts

26

- FMI (2014): “Income from capital is not taxed uniformly, and a more harmonized treatment would put the taxation of such income on a more equal footing with labor income”
- CSF (2014):
  - Principale marge de manœuvre? Revenus du patrimoine (immobilier et financier)
  - Proposition: **imposition uniforme des revenus de l'épargne** (revenus locatifs, revenus de la propriété - dont intérêts sur livrets d'épargne -, plus-values sur actions et immobilier hors maison d'habitation)
  - Possibilité d'exonération d'une première tranche
  - Rendement budgétaire? Près de **4 milliards €** (estimation prudente)



## 2. Fiscalité: deux pistes évoquées

27

- **Impôt sur la fortune:** imposition d'un pourcentage défini de l'ensemble du patrimoine détenu (ISF en France)
  - Annuel ou "one-shot"
  - Taux et progressivité à déterminer
- **Impôt sur les plus-values:** imposition sur le rendement d'une opération liée au patrimoine (ex: impôt sur les plus-values sur actions, impôt sur les revenus immobiliers)
  - Rééquilibrage entre taxation du capital et du travail
  - Difficultés techniques?

### 3. Ce dont on n'a pas parlé...

28

- Augmentation de l'âge de la retraite
- Augmentation de l'âge de la prépension
- Renforcement de la dégressivité des allocations de chômage
- Vente de participations?
- “Flexibilisation” de la fonction publique,...

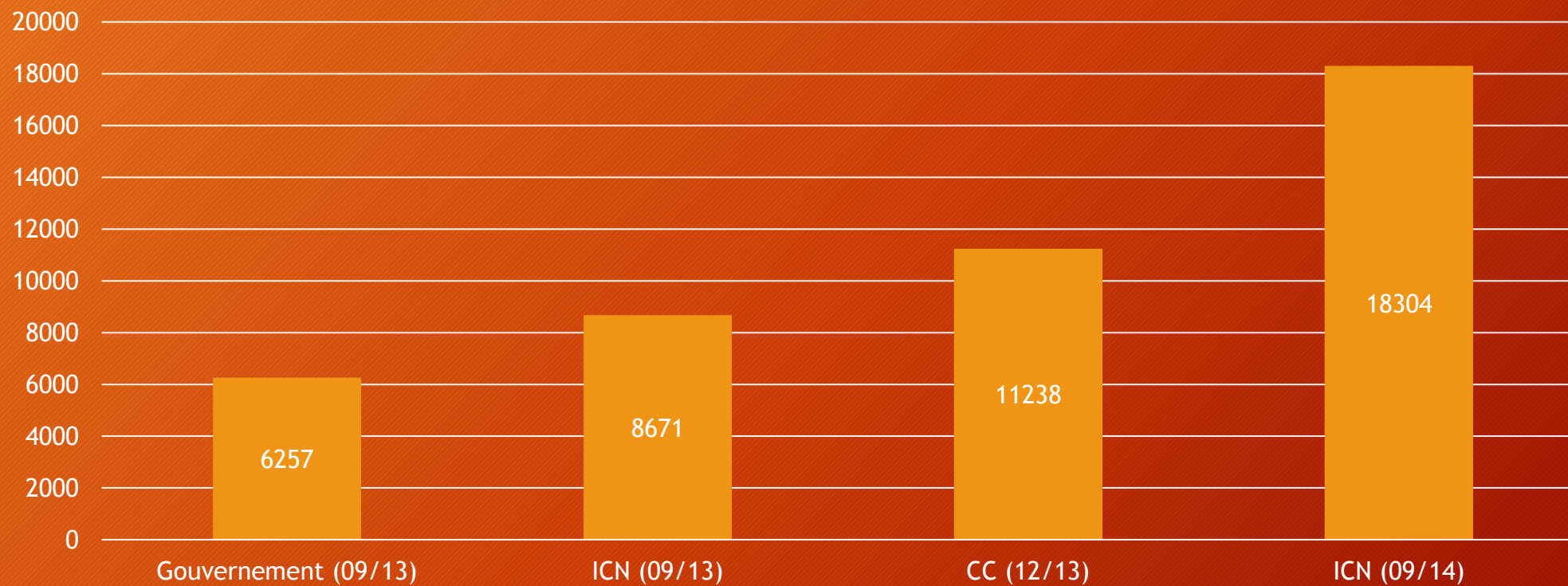
## 3. L'actualité régionale

29



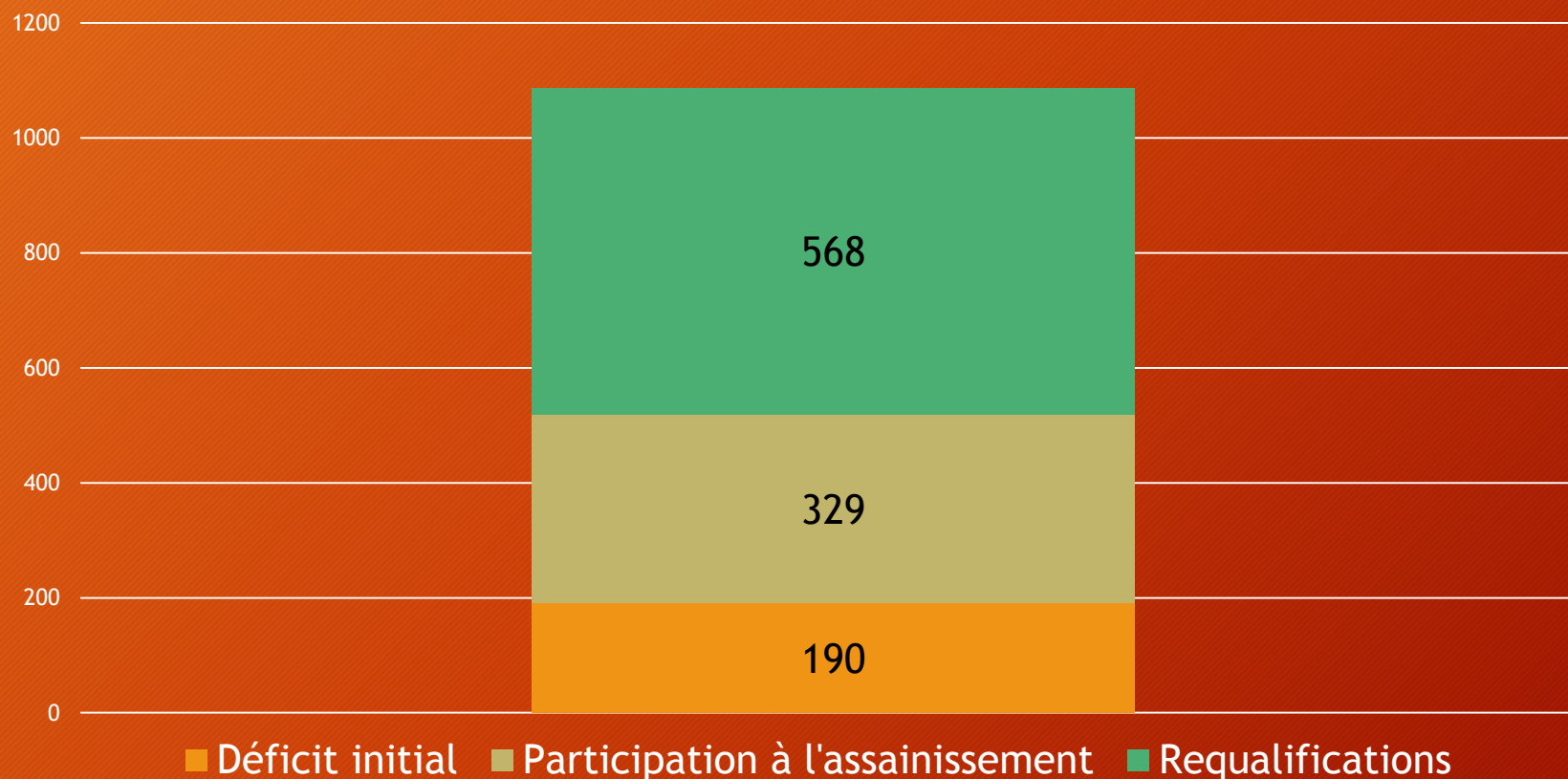
# La dette wallonne au 31/12/2012

30



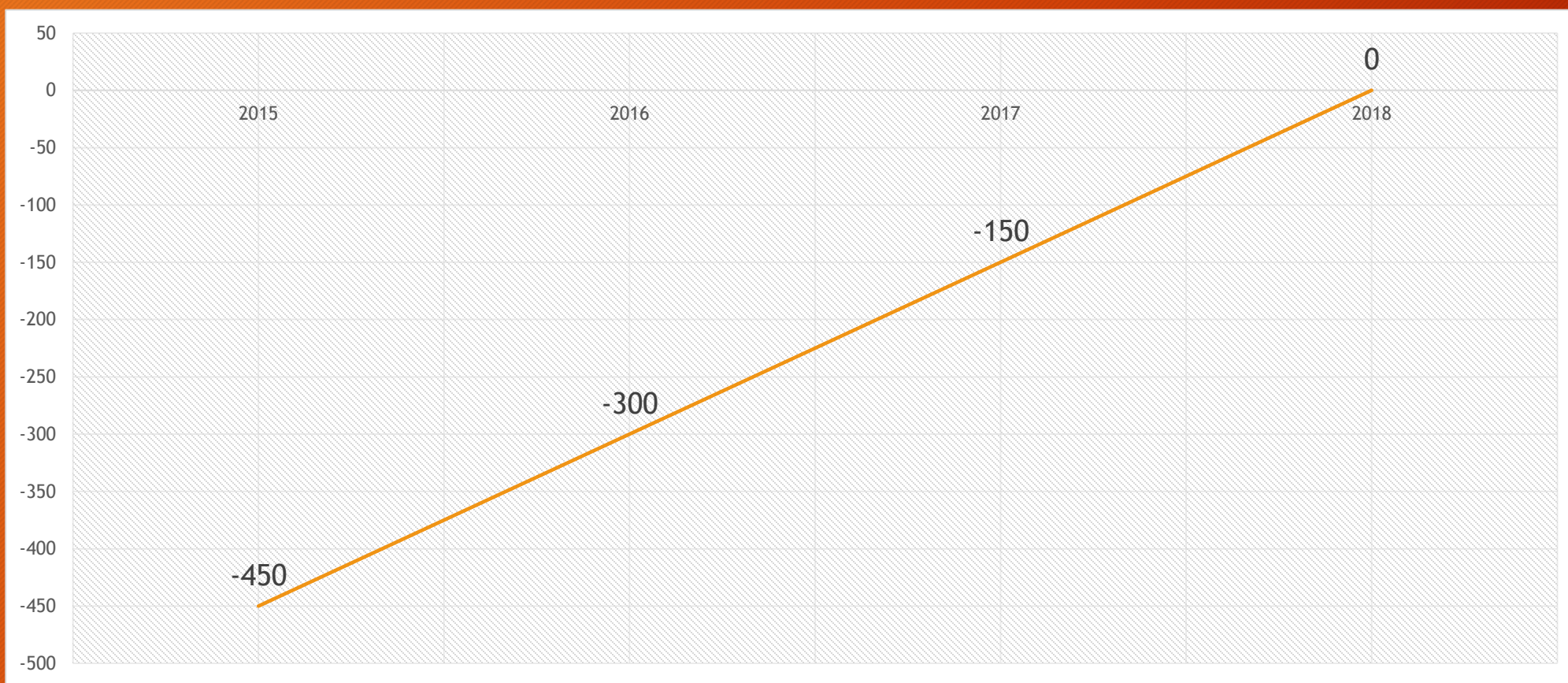
# Déficit 2015 de la Région wallonne, à politique inchangée (en millions €)

31



# Trajectoire budgétaire de la Région wallonne (en millions €)

32





# Budget wallon 2015

33

<b>Recettes (fonds pour la protection de l'environnement, mise aux enchères de quotas CO2, dividendes)</b>	<b>64,5</b>
<b>Dépenses, dont:</b>	<b>245,5</b>
Réduction de la dotation des organismes d'intérêt public de 10 % en 3 ans	60
Réduction récurrente sur les subventions facultatives (15 %) et réglementées (7 %)	88
Réduction et rationalisation de primes (énergie, logement et expansion économique)	51
Réduction de la valeur du point APE de 1,5 %	10
Remplacement d'un départ sur cinq dans la fonction publique en 2015 et en 2016	8
<b>Réduction des dépenses d'investissement (monitoring et adaptation du calendrier de réalisation)</b>	<b>340</b>
<b>Total</b>	<b>650</b>

Formation sociopolitique décentralisée des permanents CSC de Liège et Verviers  
Liège, 9 janvier 2014

# Analyse de l'actualité fédérale et régionale par le prisme des finances publiques

Damien Piron - Aspirant du F.R.S.-FNRS  
Université de Liège  
[Damien.piron@ulg.ac.be](mailto:Damien.piron@ulg.ac.be)

# Quelques références utiles

35

- Publications officielles:
  - Avis du Conseil supérieur des Finances:  
<http://www.docufin.fgov.be/intersalgfr/hrfcsf/adviezen/Adviezen.htm>
  - Comptes nationaux: <http://www.bnb.be/pub/stats/na/na.htm?l=fr>
  - “Exposé général du Budget” (toutes les entités)
  - “Programme de stabilité” et “projet de plan budgétaire”
  - Taxation Trends in the European Union:  
[http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/resources/documents/taxation/gen\\_info/economic\\_analysis/tax\\_structures/2014/report.pdf](http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/gen_info/economic_analysis/tax_structures/2014/report.pdf)



# Quelques références utiles

36

- Bases de données:
  - <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database>
  - <http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?l=fr&tab=Figures>